



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/C.3/51/9  
30 octobre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 110 de l'ordre du jour

### QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Lettre datée du 25 octobre 1996, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un document contenant des informations sur les violations des droits de l'homme perpétrées au cours de l'agression menée par la République d'Arménie contre la République azerbaïdjanaise, ainsi que des listes de personnes disparues – femmes, enfants et personnes âgées\* (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 110 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Eldar KOULIYEV

---

\* Peuvent être consultées dans les dossiers du Secrétariat.

ANNEXE

Informations sur les violations des droits de l'homme  
perpétrées au cours de l'agression menée par l'Arménie  
contre l'Azerbaïdjan

[Original : russe]

L'agression armée menée contre la République azerbaïdjanaise par l'Arménie dans le cadre de sa politique d'acquisition de territoire par la force et de ses plans de création d'une "grande Arménie" a donné lieu à des violations flagrantes et massives des droits de l'homme entrant dans la catégorie des crimes contre l'humanité.

L'action armée contre l'Azerbaïdjan a commencé par des actes anticonstitutionnels perpétrés dans la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh par des séparatistes ayant des appuis à l'extérieur, avec en toile de fond des décisions contraires au droit international prises par les autorités arméniennes, la mieux connue étant la décision adoptée le 1er décembre 1989 par le Parlement arménien sur l'union de la RSS d'Arménie et du Haut-Karabakh. Qui plus est, dans la déclaration sur la souveraineté de l'Arménie, en date du 23 août 1990, une partie du territoire d'un autre État – la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh, est considérée comme faisant partie intégrante de la République d'Arménie. Les différentes décisions du Parlement arménien ont été mises à exécution par les forces armées arméniennes, largement soutenues par des bandes de mercenaires, dans le contexte d'une nette recrudescence des activités terroristes menées par les services spéciaux et les organisations terroristes contre l'Azerbaïdjan souverain, en vue de lui arracher une partie de son territoire. Les actions militaires à grande échelle ont commencé fin 1991-début 1992, lorsque des formations armées arméniennes, utilisant les avions les plus modernes, ont lancé des opérations militaires dans la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh. En mai 1992, les actions militaires ont été étendues à d'autres portions du pays, dépassant les limites de ce qui était alors la région autonome azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh.

Après plus de huit années de guerre, les forces armées arméniennes occupent plus de 20 % du territoire azerbaïdjanais, c'est-à-dire la région du Haut-Karabakh proprement dite, plus un territoire quatre fois plus étendu.

On trouvera ci-après la chronologie de la conquête des villes et régions azerbaïdjanaises :

28 février 1992 : Khodjali

8 mai 1992 : Choucha

18 mai 1992 : Latchine

3 avril 1993 : Kelbadjar

28 juin 1993 : Agdere

/...

23 juillet 1993 : Agdam

23 août 1993 : Fisouli

26 août 1993 : Djebraïl

30 septembre 1993 : Koubatli

28 octobre 1993 : Zanguelan et la ville de Goradiz.

Il convient de souligner que les forces armées arméniennes ont pris les provinces d'Agdere et d'Agdam après l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 30 avril 1993, de la résolution 822 (1993) condamnant l'occupation du district de Kelbadjar, le district de Fisouli après l'adoption de la résolution 853 (1993) du 29 juillet 1993, condamnant la prise du district d'Agdam et les districts de Djebraïl et de Koubatli après l'adoption de la résolution 874 (1993) du 14 octobre 1993. Dans sa résolution 884 (1993) du 12 novembre 1993, le Conseil de sécurité a condamné l'occupation du district de Zanguelan et de la ville de Goradiz, les attaques contre les civils et les bombardements du territoire de la République azerbaïdjanaise. Dans toutes ces résolutions, le Conseil a réaffirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, l'inviolabilité de ses frontières et l'inadmissibilité de l'emploi de la force aux fins d'acquisition de territoire et il a exigé qu'il soit mis fin immédiatement aux hostilités armées et aux actes d'hostilité et que toutes les forces d'occupation se retirent immédiatement, complètement et inconditionnellement des zones occupées de l'Azerbaïdjan. Malgré les demandes clairement formulées par le Conseil de sécurité, la République d'Arménie continue à ce jour d'occuper des portions du territoire azerbaïdjanais et d'y développer son potentiel militaire.

Du fait de l'agression et du nettoyage ethnique, pratiqué tant en territoire arménien proprement dit que sur les portions occupées du territoire azerbaïdjanais, on compte aujourd'hui en Azerbaïdjan plus de 9 millions de réfugiés et de personnes déplacées; plus de 900 agglomérations ont été pillées et rasées; les habitations de citoyens pacifiques ainsi que les entreprises d'État et les infrastructures collectives ont été détruites et incendiées sur plus de 9 millions de kilomètres carrés. Le coût approximatif des habitations détruites et des biens qui ont été enlevés se chiffre à des dizaines de milliards de dollars. La situation humanitaire en Azerbaïdjan est extrêmement difficile.

Tous les ans, diverses épidémies causent la mort de centaines de vieillards, de femmes et d'enfants dans les camps de réfugiés.

Les forces armées arméniennes, soutenues par des mercenaires et par des groupes terroristes arméniens, ont massacré plus de 18 000 personnes et on compte plus de 50 000 blessés et invalides ainsi que plusieurs milliers de personnes disparues; il y a eu des exécutions extrajudiciaires et des fusillades massives de civils, ainsi que des prises d'otages et les otages détenus en territoire arménien et dans des parties occupées du territoire azerbaïdjanais sont astreints à des travaux forcés et subissent des traitements inhumains, des sévices, des tortures et d'autres violations flagrantes des droits de l'homme.

/...

La Commission d'État azerbaïdjanaise pour les prisonniers de guerre, les otages et des personnes disparues avait recensé, au 1er mars dernier, 4 674 prisonniers de guerre, otages et personnes disparues du fait de l'agression arménienne parmi les citoyens azerbaïdjanaïses, dont 314 femmes, 60 enfants et 252 personnes âgées (des listes nominatives des femmes, des enfants et des personnes âgées qui sont portés disparus sont jointes). Sur ce total de personnes recensées par la Commission susmentionnée, on connaît le lieu de détention, en territoire arménien et dans la partie occupée du territoire azerbaïdjanaïse, de plus de 900 personnes, dont 39 femmes, 12 enfants et 39 personnes âgées. Une écrasante majorité d'entre eux est détenue à l'insu du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et ne figure donc pas sur ses listes.

Les otages et prisonniers de guerre détenus par les Arméniens, dont beaucoup sont considérés comme disparus puisque le CICR n'en a pas trace, sont astreints à des travaux physiques pénibles, ils subissent des tortures et des mauvais traitements; les malades et les blessés ne reçoivent pas le moindre soin médical. La Commission sait que 145 citoyens azerbaïdjanaïses sont morts dans les prisons arméniennes en raison de la guerre. Quatre personnes, qui ont vécu des souffrances et des tourments indicibles dans les prisons arméniennes, sont mortes peu après leur libération.

#### Nettoyage ethnique en Arménie

L'installation massive d'Arméniens en Transcaucasie a commencé après la conquête militaire du Caucase par la Russie tsariste. Profitant du changement de situation démographique, les Arméniens, soutenus d'abord par les dirigeants de la Russie tsariste, ensuite par les dirigeants communistes de l'Union soviétique, ont soumis la population azerbaïdjanaïse autochtone des provinces de Transcaucasie à toutes les formes d'oppression.

L'histoire montre que ce n'est que dans les années 1828-1829 que 130 000 Arméniens, suivis ensuite de 600 000 autres, ont été déplacés du Moyen-Orient sur le territoire qu'occupe actuellement la République d'Arménie.

Vers 1918, on dénombrait sur le territoire de l'Arménie actuelle 575 000 Azerbaïdjanaïses, soit plus d'un tiers de la population totale. Néanmoins, en raison de la politique d'oppression brutale de la population azerbaïdjanaïse, pratiquée systématiquement par le Gouvernement arménien, il ne reste aujourd'hui en Arménie plus un seul Azerbaïdjanaïse sur cette population totale de plus d'un demi-million.

Entre décembre 1917 et juin 1918, les formations militaires arméniennes ont pillé et incendié 200 villages arméniens dans le gouvernement de Erevan. Les survivants se sont enfuis dans la montagne, où ils sont morts de faim et de froid. À la même époque, les troupes arméniennes ont pris tout le district de Sourmaline et des portions des districts de Erevan, Edjhmiazine et Charour, où elles ont éliminé la population azerbaïdjanaïse par la force des armes.

Pendant les années 1918 à 1920, les Azerbaïdjanaïses étaient soumis sur tout le territoire arménien, à une oppression d'une cruauté inconcevable. Dans les districts d'Igdir, et d'Edjhmiazine, on a détruit 60 villages azerbaïdjanaïses et

tué tous les hommes, dans le gouvernorat de Gueïtchine, ce fut 22 villages et 60 000 personnes, à Eni Bayazid, 84 villages et 17 000 maisons. Dans le district de Zanguezour, en été et en automne 1918, on a détruit 115 villages azerbaïdjanais et massacré sauvagement 7 729 Azerbaïdjanais : 3 257 hommes, 2 276 femmes et 2 296 enfants.

Déportations et massacres de la population azerbaïdjanaise pacifique se sont poursuivis encore en 1920. Dans le gouvernorat de Erevan, les derniers Azerbaïdjanais qui restaient dans les districts de Zanguezour et Edjmiadzine ont été expulsés ou massacrés et leurs villages ont été rasés.

D'après les recherches effectuées, environ 2 millions d'Azerbaïdjanais et de membres d'autres groupes ethniques ont été tués, blessés ou expulsés.

A. Mikoyan, l'une des personnalités du Kremlin, a joué un rôle important dans l'exécution du plan de nettoyage ethnique conçu par les nationalistes arméniens, mettant à profit son influence sur Staline, il a obtenu que le "petit père des peuples" signe les décrets ministériels No 4083 du 27 décembre 1947 et No 754 du 10 mars 1948 sur la réinstallation des Kolkhoziens et autres Azerbaïdjanais de la RSS d'Arménie dans la dépression de la Koura et de l'Arax en RSS d'Azerbaïdjan. En application de ces décrets, quelque 100 000 Azerbaïdjanais ont été transférés de force, dans les années 1948-1951, de leur patrie historique, les régions montagneuses de l'Arménie, dans la steppe aride de Mougan et du plateau du Mil et beaucoup n'ont pas survécu au voyage.

Au moment de leur départ forcé de l'Arménie, les Azerbaïdjanais étaient aussi l'objet d'une forte discrimination dans l'exercice de leurs droits constitutionnels et leurs intérêts nationaux et culturels ont été bafoués. Des centaines de milliers d'Azerbaïdjanais sont restés en Arménie jusqu'en 1988, vivant en groupes compacts, sans bénéficier de la moindre autonomie nationale ou culturelle. Chaque fois qu'ils essayaient de soulever ce problème, ils étaient immédiatement repoussés avec brutalité. Les Azerbaïdjanais vivant en Arménie n'avaient d'ailleurs pas accès aux emplois dans les structures de l'État.

En hiver 1988, le nettoyage ethnique est entré dans une nouvelle phase, qui fut l'apothéose de la politique d'élimination systématique des conséquences de la présence des Azerbaïdjanais en Arménie. C'est 40 897 familles azerbaïdjanaises (soit 185 519 individus) qui ont été déportées, avec l'aval des autorités arméniennes, des terres qu'elles occupaient traditionnellement en territoire arménien; toutes ont perdu leurs maisons et leurs biens.

Ces expulsions massives s'accompagnaient de massacres et de mutilations. En trois jours seulement (du 27 au 29 novembre 1988), des pogroms ont été organisés dans les villes de Gougark, Spitak et Stepanavan, en RSS d'Arménie, causant la mort de 33 Azerbaïdjanais.

Au total, d'après les informations du Ministère public azerbaïdjanais, 216 Azerbaïdjanais ont perdu la vie pendant le nettoyage ethnique de 1988-1989 : 49 sont morts de froid en fuyant dans la montagne pour échapper aux massacres, 41 ont été battus à mort, 35 sont morts sous la torture, 115 ont été brûlés, 16 fusillés, 17 sont morts d'un infarctus, ne supportant les sévices, 2 ont été tués par des médecins arméniens directement dans des hôpitaux, 3 ont été noyés,

/...

1 a été pendu, 1 autre s'est suicidé pour échapper à une mort pénible, 1 a été électrocuté, 2 ont été décapités, 29 sont morts dans un faux accident de voiture; 3 sont morts faute de soins médicaux alors qu'ils se trouvaient dans des hôpitaux et enfin 8 ont été enlevés et sont portés disparus.

La plupart des morts étaient des enfants, des femmes et des personnes âgées. On compte parmi eux 5 adolescents et 18 enfants d'âges divers, la petite Zokhra Nabieva, âgée de 7 ans, a été brûlée vive. Le petit Rakhman Mamedov, âgé de 3 ans, n'a pas reçu les soins médicaux nécessaires. Sept enfants sont morts de froid, deux autres sous la torture et deux ont été fusillés. Elmana Alieva, âgée de 3 ans, est morte d'un infarctus. Six enfants sont morts sous la torture et trois ont été écrasés.

Cinquante-sept femmes azerbaïdjanaises ont subi une mort tragique en terre arménienne : sept ont été battues à mort, cinq sont mortes de faim, quatre sont mortes sous la torture, trois d'un infarctus, deux ont été écrasées par des voitures, une a été décapitée, une autre noyée, une a été brûlée vive, deux sont mortes des suites de blessures par balles, n'ayant pas reçu des soins médicaux nécessaires, une autre a été tuée par un médecin dans un hôpital, les autres sont disparues et, probablement, décédées car, depuis un certain temps déjà, on ne sait rien de leur sort.

En outre, 60 Azerbaïdjanais âgés (plus de 60 ans), dont 20 femmes, sont morts au moment de leur expulsion de l'Arménie. Dans la plupart des cas, la mort a été causée par des tortures, des blessures par balles, un infarctus, des coups et le froid. Isoun Alieva (76 ans), Khanoun Iskenderova (73 ans), Meskralli Alieva (68 ans), Garib Baïramov (67 ans) et Leila Gousseinova (63 ans) ont été brûlés vifs. Gasan Ellazov, âgé de 68 ans, a été tué par un médecin. Les actes les plus barbares ont été observés dans le district de Gougark, où 22 Azerbaïdjanais ont été mis à mort, dont 13 brûlés vifs. Des crimes contre la population azerbaïdjanaise ont également été perpétrés dans les districts de Kalinine, Goris, Stepanavan, Valdenis, Masis, Spitak, Ararat, Kirovakan, Idjevan, Krasnoselsk, Ekhagnadzor, Amasis, Ghapan, Abovyan, Sevan et Noyemberiam en Arménie.

Pratiquement toutes les attaques lancées contre les agglomérations azerbaïdjanaises ont été sanctionnées par les autorités arméniennes et étaient dirigées par des responsables locaux, des chefs de district et des membres des organes locaux de maintien de l'ordre.

Au moment de l'expulsion des Azerbaïdjanais, des centaines de monuments anciens témoignant de la longue implantation des Azerbaïdjanais dans ce qui est maintenant l'Arménie ont été détruits ou travestis en monuments arméniens. Des édifices religieux islamiques et des cimetières azerbaïdjanais ont été profanés, des lieux de prières et des tombeaux ont été rasés ou détruits pour les matériaux de construction.

Pour supprimer toutes les traces de la présence des Azerbaïdjanais en Arménie, on a changé environ 2 000 noms azerbaïdjanais d'agglomérations, dont 465 entre 1935 et 1973 et 97 en avril 1991.

La campagne soigneusement orchestrée d'extermination des Azerbaïdjanais, qui avaient été la minorité nationale la plus nombreuse en Arménie, s'est ainsi achevée sur une note, combien tragique.

FAITS ATTESTANT LA COMMISSION DE VIOLATIONS MASSIVES  
DES DROITS DE L'HOMME SUR LA PARTIE DU TERRITOIRE DE  
LA RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE OCCUPÉE PAR LES  
FORCES ARMÉNIENNES

Exécutions arbitraires et extrajudiciaires et fusillades massives

Khojaly

L'un des crimes les plus effroyables commis contre la population azerbaïdjanaise a été l'extermination brutale de centaines d'habitants innocents de la ville de Khojaly, située dans la région du Haut-Karabakh, en République azerbaïdjanaise, localité que les troupes arméniennes ont prise dans la nuit du 25 au 26 février 1992. Les forces armées de la République d'Arménie et les unités de mercenaires n'ont pratiquement épargné aucun des habitants qui n'avaient pas réussi à quitter la ville et ses environs. D'après le journaliste Chingiz Mustafaev "... il y avait, parmi les morts, des dizaines d'enfants de 2 à 15 ans, de femmes et de vieillards (dans la plupart des cas, fusillés à bout portant). La position des corps montre que les victimes ont été abattues de sang-froid et de manière délibérée, aucun signe n'indiquant qu'elles se soient défendues ou qu'elles aient tenté de s'enfuir. Certaines ont été prises à part et tuées séparément; et d'autres ont été exterminées par familles entières. Certains cadavres portaient des marques de blessure dont une toujours à la tête, indiquant que les blessés avaient été achevés ... des enfants avaient eu les oreilles coupées. Une femme âgée avait eu la peau de la moitié gauche du visage arrachée. Des hommes avaient été scalpés. Les cadavres ont été manifestement dépouillés. La première fois, escortés par deux hélicoptères de combat, nous nous sommes rendus sur le lieu de la fusillade du 28 février. D'en haut, on pouvait voir la place d'environ 500 mètres de rayon qui était pratiquement jonchée de cadavres..." ("Khojaly - le dernier jour", Bakou, éditions Azerbaïdjan, 1992).

Un habitant de Khojaly, Djanan Orudjev, a également donné des renseignements sur les nombreuses victimes, principalement des femmes et des enfants. Son fils, âgé de 16 ans, a été abattu; sa fille, âgée de 23 ans, avec ses deux jumeaux, et une deuxième fille de 18 ans, qui était enceinte, ont été prises en otage. Témoin de cette tragédie sanglante, Saria Talybova a assisté à la décapitation de quatre Turcs meskhetés qui s'étaient enfui d'Asie centrale et de trois Azerbaïdjanais sur la tombe du soldat combattant; des enfants étaient torturés et tués sous les yeux de leurs parents et deux Azerbaïdjanais, portant l'uniforme de l'armée nationale, ont eu les yeux crevés à l'aide d'un tournevis. Le caractère délibéré de l'extermination de la population de Khojali est aussi clairement apparu dans le fait que les habitants pacifiques, qui tentaient désespérément d'échapper à la mort en quittant la ville, ont été tués dans des embuscades soigneusement préparées. Ainsi, d'après le maire de Khojaly, Elman Mamedov, un groupe important de personnes qui avait quitté Khojaly est tombé sous les rafales d'armes automatiques et les tirs des véhicules blindés de transport de troupes arméniens à proximité de

Nakhichevanik. Une habitante de Khojaly, Sanubar Alekperova, a dit qu'elle n'oublierait jamais les monceaux de cadavres de femmes, d'enfants et de vieillards qui sont tombés dans une embuscade près de Nakhichevanik : au cours de ce massacre, sa mère et ses deux filles, Sevindj et Khidjran, ont été tuées et elle-même a été blessée. Face à l'exécution massive de personnes non armées, certains se sont dirigés vers la localité de Gyulably; là environ 200 personnes ont été prises en otage. Parmi elles, se trouvait Djamil Mamedov, qui a eu les ongles arrachés par les Arméniens; ces derniers l'ont frappé aux jambes et au visage et ont enlevé son petit-fils; sa femme et sa fille sont portées disparues ("Khojali – le dernier jour", *ibid.*).

"J'ai entendu de nombreux récits sur les guerres et la cruauté des fascistes mais les Arméniens sont encore pires, tuant des enfants de 5 ou 6 ans, et des civils", a dit le journaliste français Jean-Yves Junet, qui s'est rendu à l'endroit où s'était déroulé le massacre des femmes, des vieillards, des enfants et des défenseurs de Khojaly ("Khojaly – le dernier jour", *ibid.*).

Un collègue russe du journaliste français, V. Belykh, correspondant du journal Izvestia, a dit qu'il avait vu des corps aux yeux crevés, aux oreilles coupées, et d'autres qui avaient été scalpés ou décapités ("Khojaly – le dernier jour", *ibid.*).

Le Chef du service médical du Ministère de la défense d'Azerbaïdjan, Khanlar Gadjev, ayant été maintes fois confronté à la mort et à la souffrance en raison de son métier, a été horrifié par les témoignages qu'il a reçus d'atrocités commises contre les habitants de Khojaly : un homme dont les intestins avaient été arrachés, des personnes souffrant de gelures, un enfant dont la jambe avait été arrachée par une balle de mitrailleuse lourde et une fillette dont le visage avait été balaféré. Le commandant, Leonid Kravetz, a dit qu'il avait vu lui-même près de 200 morts et qu'il était accompagné d'un milicien local qui, ayant retrouvé parmi les victimes, son fils de 4 ans avec le crâne fracassé, a perdu la raison de douleur ("Khojaly, le dernier jour", *ibid.*).

Dans son rapport sur les violations massives des droits de l'homme commises lors de la prise de Khojaly, le Centre de protection des droits de l'homme "Memorial", sis à Moscou, a décrit la fuite des civils hors de la ville, comme suit : "Les fugitifs sont tombés dans des embuscades dressées par les Arméniens et ont essuyé le feu de l'ennemi. Certains d'entre eux toutefois ont réussi à rejoindre Agdam; d'autres, principalement des femmes et des enfants, (il est impossible d'en établir le nombre exact) ont succombé au froid, perdus dans la montagne; d'autres encore, d'après les témoignages de ceux qui étaient arrivés à Agdam, ont été capturés à proximité de Pirdjamal et de Nakhichevanik. D'après les indications des habitants de Khojaly qui avaient déjà été échangées, certains des détenus auraient été fusillés. ... Environ 200 cadavres ont été transférés à Agdam en quatre jours. Plusieurs dizaines de corps portaient des traces de profanation. Les médecins d'un train sanitaire à Agdam ont noté au moins quatre cadavres scalpés et un corps décapité. À Agdam, les services compétents ont pratiqué une autopsie sur 181 cadavres (130 de sexe masculin, 51 de sexe féminin, dont 13 enfants); d'après les conclusions des experts, 151 personnes sont décédées à la suite de blessures par balle, 20 de blessures provoquées par des éclats d'obus, 10 de coups infligés à l'aide d'un instrument



contondant. ... Les registres du train sanitaire d'Agdam, qu'ont utilisé pratiquement tous les habitants et défenseurs de Khojaly qui ont été victimes du massacre, indiquent que 598 personnes ont été blessées ou ont souffert de lésions graves causées par le froid (les gelures étant les plus fréquentes) et qu'une personne a été scalpée vive." (Il est impossible d'innocenter les responsables de cette tragédie.) Rapport du Centre de protection des droits de l'homme - "Memorial" - de Moscou sur les violations massives des droits de l'homme liées à la prise de la ville de Khojaly dans la nuit du 25 au 26 février 1992 par des unités armées", journal Svoboda du 12 juin 1992.

#### Témoignages de particuliers

Binnat Akhmedov, habitant de Bashlybely, district de Kelbajar, a vu, le 18 avril 1994, trois soldats arméniens tirer à bout portant sur 10 civils et en blesser 14 autres.

Le 17 août 1993, les soldats arméniens ont fusillé 25 civils habitant le village de Gajar, district de Fizuli, qui s'étaient trouvés encerclés.

Un habitant du village de Gorgan, district de Fizuli, Rafik Guliev, pris en otage par les forces arméniennes le 23 octobre 1993, a affirmé, après avoir été libéré, avoir vu des soldats arméniens fusiller 30 civils.

Sortie de captivité après avoir été détenue dans les prisons arméniennes, Arzu Amralieva a dit que, le 18 avril 1993, 19 personnes parmi 30 otages, dont certains membres de sa famille, avaient été fusillées sur place.

Gassan Gassanov, 57 ans, a dit que, le 23 octobre 1993, sur 40 personnes sans défense arrêtées dans le district de Goradliz, 26 avaient été tuées.

Brudag Alyshanov, 61 ans, a assisté à l'assassinat féroce à Drymbon, par un Arménien nommé Arkady, de cinq Azerbaïdjanais employés à des travaux physiques pénibles.

Vladimir Shevelev (né en 1926), originaire d'Erevan, qui a été pris en otage le 22 juin 1994 et libéré le 10 septembre 1994, a affirmé que les soldats arméniens avaient fusillé sa mère, sa soeur et son frère malade, qui était alité. D'après son témoignage, lorsque, plusieurs mois plus tard, il a été autorisé à les enterrer, leurs os, divers membres et la tête de sa soeur ont été retrouvés à différents endroits. Shevelev a ajouté qu'il avait vu de nombreux cadavres de femmes et d'enfants défigurés au point d'être méconnaissables.

#### Traitement inhumain des otages et des prisonniers de guerre dans les territoires occupés d'Azerbaïdjan

La soldatesque arménienne a continué de commettre des crimes dans les territoires capturés et au-delà de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh : des milliers d'habitants des districts de Lachin, Kelbajar, Agdam, Fizuli, Djebrail, Zangelan et Kubatly, en Azerbaïdjan, ont été victimes de la terreur généralisée.

Le 31 mars 1993, lors de l'occupation par les forces armées arméniennes de la ville de Kelbajar, Samaya Kerimova (née en 1964) et sa fille de deux ans, Nurlan Kerimova, ont été prises en otage. Samaya Kerimova, incapable de supporter les humiliations mentales et physiques qui lui étaient infligées, ainsi qu'à son enfant, s'est tranché deux fois les veines et a mis fin à ses jours en avalant une substance toxique. Nurlan a pu être délivrée, moyennant une rançon de 1,5 million de roubles versée aux Arméniens; cependant, en raison d'une blessure à la tête, l'enfant qui a passé quatre mois en détention, est maintenant aveugle.

À la suite de l'explosion d'un obus, Babek Iliasov (âgé d'un an) a été gravement blessé à la paupière et à l'oeil mais il n'a reçu aucune assistance médicale en captivité. L'intervention du Comité international de la Croix-Rouge a permis d'obtenir la libération de l'enfant. D'après les médecins, il n'y a aucun espoir de sauver son oeil.

Le 31 mars 1993, Takhir Guliev, né en 1956, habitant à Kilseli, district de Kelbajar, a été pris en otage avec sa femme, leur enfant de trois ans et des proches parents. Les soldats arméniens ont tiré sur le véhicule dans lequel ils tentaient de quitter la ville, non loin de là, causant la mort d'Islam Guliev (né en 1978), d'Ilkhama Gulieva (née en 1983), de Talekh Mamedov (né en 1985), d'Aslan Mirzoev et de sa fille Afetin; les autres passagers, parmi lesquels sa femme et sa fille, T. Gulieva, ainsi que sa belle-mère, âgée de 80 ans, ont été gravement blessés. De retour de captivité, grâce à l'intervention du CICR, T. Guliev a affirmé que, dans les prisons arméniennes, les otages et les prisonniers de guerre azerbaïdjanais étaient soumis à de graves sévices et à des humiliations cruelles et que nombre d'entre eux, incapables de les supporter, succombaient. Après s'être plaint auprès des représentants du CICR, T. Guliev a été roué de coups sous les yeux de sa femme et de sa fille.

Mikhail Abutalybov, né en 1955, habitant à Bozuly, district de Kelbajar, a été pris en otage avec des centaines de citoyens azerbaïdjanais pacifiques, le 7 mai 1993. Pendant son séjour dans une prison arménienne, il a été soumis quotidiennement à des mauvais traitements et contraint d'effectuer des travaux excessivement pénibles. Il confirme que les Arméniens maintenaient en otage des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants.

Lors de la prise par les forces arméniennes de la ville azerbaïdjanaise d'Agdam, un véhicule léger, à bord duquel se trouvait la famille Aliev (composée de six personnes : deux femmes (dont l'une âgée), deux hommes (dont l'un était âgé) et deux enfants (de 8 et 13 ans), qui tentait de quitter la ville, a été la cible de tirs. L'attaque a fait deux victimes : un homme âgé et l'enfant de 8 ans sont morts sur le coup; les autres passagers ont été plus ou moins gravement blessés : l'enfant de 3 ans, Shovgi Khagani Ogly Aliev, à l'épaule. Lorsque les "médecins" arméniens l'ont opéré à Khankendi, ils ont enlevé un tiers de l'humérus et les muscles au-dessus du coude droit. Grâce aux efforts du CICR, le garçonnet, sa mère gravement blessée et sa grand-mère ont pu être rapatriés. Après un examen médical effectué à Bakou, les médecins ont conclu qu'il n'y avait aucune raison d'avoir enlevé cet os et que le type de blessure que l'enfant avait reçu ne justifiait pas cette intervention. Il n'est pas impossible qu'elle ait été effectuée en vue d'une transplantation.

Parmi les crimes commis par la soldatesque arménienne, un fait particulièrement révoltant a été la capture de sept patients gravement malades à l'hôpital psychiatrique d'Agdam. Après être restés pendant un an en détention, trois d'entre eux ont été libérés mais trois autres languissent toujours dans les geôles arméniennes. Le septième est décédé des suites de tortures incessantes.

Ofelija Goulieva, jeune fille âgée de 16 ans, qui était blessée par balle, a été gardée en otage pendant plus de dix-huit mois. Comme elle n'a pas reçu les soins médicaux nécessaires en temps voulu, la blessure s'est gangrenée. Le 3 juin 1994, elle a de nouveau été blessée au ventre et à la main droite par une rafale de pistolet-mitrailleur tirée par un gardien nommé Armen. On lui a amputé deux doigts à la suite de cet incident. Elle n'a été libérée que le 28 juillet 1994, date à laquelle elle a été échangée contre un prisonnier de guerre arménien.

Un habitant du village de Kyourdmakhmoudlou (district de Fisouli), Mourvat Agaev, a été pris en otage avec son fils Yachar, qui a été tué sous ses yeux. Il a lui-même été brutalement frappé et on lui a coupé une oreille. Il a ensuite été ligoté avec du fil de fer et suspendu à un arbre au-dessus d'un feu qui lui a brûlé les jambes.

Une habitante du village de Korazyly (district de Fisouli), Tamacha Geïdar Gyzy Noukhieva, âgée de 83 ans, a été tellement maltraitée qu'elle est décédée trois jours après sa libération dans le cadre d'un échange. Son fils infirme, âgé de 47 ans, Vagif Goutaïs Ogly Noukhiev, est mort en captivité à la suite des blessures qu'il avait subies.

Un habitant du village de Gorgaj (district de Fisouli), Rafik Gouliev, qui a été pris en otage le 23 octobre 1993 par les forces armées de la République d'Arménie, a témoigné après sa libération que 30 civils avaient été fusillés sous ses yeux par des soldats arméniens et que d'autres otages avaient été soumis à des tortures physiques et mentales d'une extrême cruauté. On leur avait marqué la poitrine au fer rouge, on les avait frappés avec des barres en métal chauffées, ou on leur avait mis des charbons ardents dans la bouche. Des enfants avaient été utilisés pour des travaux excessifs.

Un habitant du village de Tchaïtomas (district de Goubatly), Charif Youssifov, né en 1925 et invalide appartenant à la catégorie 1, a été pris en otage le 30 août 1993, lors de l'occupation de la région par les forces armées de la République d'Arménie. Après avoir été libéré, le 8 décembre 1993, grâce à l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge, il a témoigné que des soldats arméniens dirigés par un commandant de bataillon surnommé "Mavo" avaient fusillé son frère âgé de 90 ans, qu'il n'avait même pas été autorisé à enterrer, et deux femmes qui habitaient près de chez lui. Le jour où il avait été fait prisonnier, le commandant du bataillon susmentionné avait arraché ses 12 dents en or. Pendant sa détention, il avait été constamment battu et on ne lui avait donné comme nourriture que du pain noir et de l'eau, les médicaments et les vêtements fournis par le Comité international de la Croix-Rouge étant confisqués par des soldats arméniens. Parmi ses codétenus, il y avait un malade mental, Nazim Radjabov, qui avait été soumis à des violences physiques et à des tortures. Le 14 septembre, 11 soldats azerbaïdjanais avaient été incarcérés

dans la prison de Choucha où M. Youssifov était détenu; ils avaient été sauvagement frappés et on avait lâché des chiens contre eux. L'un des prisonniers était mort à la suite de ses blessures. C. Youssifov a vu également plusieurs personnes mourir de faim et de froid. Il a confirmé que les Arméniens retenaient des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards azerbaïdjanais comme otages.

La liste tragique des victimes de la guerre menée contre le peuple azerbaïdjanais qui est directement exposé aux méthodes monstrueuses de l'agresseur arménien ne s'arrête pas là, loin s'en faut.

Abdulazim Mamedov, âgé de 27 ans, a été blessé à la jambe gauche et fait prisonnier par des Arméniens dans le village azerbaïdjanais de Kirkidjan, au cours d'une attaque régulière lancée par les forces arméniennes. La blessure était causée par des balles qui ont traversé les tissus mous de la jambe gauche et par de nombreux éclats qui s'y étaient logés. Abdulazim Mamedov a déclaré qu'après un interrogatoire d'une heure, il avait été battu avec huit autres soldats de l'armée nationale capturés en même temps que lui, à coups de matraques en caoutchouc sur la tête, sur le dos, sur les mains, et qu'on leur avait ensuite injecté une substance médicamenteuse de nature indéterminée dans le cou avant de les jeter en prison. À partir de ce moment-là on l'avait fait sortir chaque jour dans la cour en le matraquant sur toutes les parties du corps ou en le frappant à la tête à coups de talons de botte. Un jour, après avoir rouvert sa blessure, on lui avait dessiné sur le front une croix avec son propre sang. À l'occasion du Nouvel An, on l'avait aspergé d'eau froide dans sa cellule où la température était inférieure à zéro. On avait souvent lâché les chiens de garde contre lui et à la suite de ces attaques, il gardait de nombreuses traces de morsures et d'écorchures sur tout le corps. Il avait été quasiment privé de nourriture et chaque jour on lui injectait un narcotique dans le cou, causant ainsi une perte de conscience momentanée. Aux dires d'Abdulazim Mamedov, il pesait 70 kilos avant sa captivité et 55 seulement après sa libération.

Abdulazim Mamedov avait comme compagnon de captivité Farkhad Rakhman Ogly Atakichiev, âgé de 21 ans, qui a été tué et dont le cadavre a été jeté le 25 janvier 1992 dans sa cellule, où il est resté plusieurs jours. D'après les conclusions de l'expertise médico-légale, on a observé les lésions suivantes sur le cadavre :

a) Fracture par enfoncement de l'os frontal, fractures internes des os des deux avant-bras et les deux jambes, fracture du nez, perte par traumatisme de toutes les incisives des deux maxillaires, et 61 ecchymoses à la tête, sur le tronc et sur les extrémités;

b) Perforation de l'abdomen avec lésions des organes internes, huit plaies ponctuelles (traces de piqûres) sur la face postérieure du cou, et blessures à la main gauche;

c) Deux blessures causées par des balles qui ont perforé la cuisse. Les lésions énumérées à l'alinéa a) ont été causées par des objets contondants. Les blessures à la main et aux avant-bras ont pu être causées par des morsures de

chiens. Les lésions énumérées à l'alinéa b) ont été causées par des objets perforants et celles énumérées à l'alinéa c) par des armes à feu.

Alimcha Gassanov (né en 1974), soldat de l'armée nationale azerbaïdjanaise résidant dans le district de Khatchmaz, a été blessé et fait prisonnier le 8 mars 1994 dans le district de Fisouli. Après sa libération, il a porté témoignage sur les traitements inhumains, les violences physiques et les travaux forcés excessifs auxquels des prisonniers de guerre ont été soumis.

Emin Babaev (né en 1968), soldat de l'armée nationale azerbaïdjanaise résidant à Bakou, qui a été fait prisonnier le 23 août 1993 dans le district de Fisouli, a déclaré, après sa libération, que la voiture dans laquelle il se trouvait avec d'autres civils avait été mitraillée par un char arménien. E. Babaev avait survécu avec deux autres militaires dont l'un avait été gravement brûlé et était décédé ultérieurement faute d'avoir reçu les soins médicaux nécessaires. E. Babaev a également déclaré que, lorsqu'il était détenu par les Arméniens, les prisonniers de guerre azerbaïdjanaïes étaient constamment soumis à des violences physiques et à des travaux forcés excessifs en étant de surcroît souvent privés de pain et d'eau. Il a confirmé que des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants étaient gardés en otages par les forces armées de la République d'Arménie.

Zaour Rzaev (né en 1975), soldat de l'armée nationale azerbaïdjanaïse résidant à Alisoltanly, village situé dans le district de Saatly, a été blessé et fait prisonnier le 28 avril 1994 avec deux autres membres des forces armées dont l'un – selon une déclaration faite par Z. Rzaev après sa libération – a été fusillé par des soldats arméniens. Z. Rzaev a indiqué que les prisonniers de guerre azerbaïdjanaïes étaient l'objet de traitements inhumains, et qu'ils étaient constamment battus et soumis à des travaux forcés excessifs. Il a également affirmé avoir vu des milliers d'otages azerbaïdjanaïes gardés en captivité par les Arméniens.

Faik Mamedov (né en 1971), soldat de l'armée nationale azerbaïdjanaïse résidant à Bakou, a été fait prisonnier le 6 septembre 1992. Après sa libération, il a déclaré que, après avoir été blessé, il avait été battu et torturé. Le 20 novembre 1993, il a réussi à s'échapper. D'après son témoignage, le district d'Agdam a été incendiée et entièrement dévastée par l'occupant arménien. Les troupes arméniennes ont également détruit le cimetière où ses parents étaient enterrés. Lorsqu'il se trouvait en captivité chez les Arméniens, il a vu des milliers d'otages et de prisonniers de guerre qui étaient détenus dans des conditions insupportables.

Famil Aliev (né en 1974), soldat de l'armée nationale azerbaïdjanaïse résidant à Bakou, a été fait prisonnier le 3 janvier 1994 dans le district d'Agdam. Après sa libération, il a déclaré que, au cours de sa détention, des soldats arméniens avaient appliqué des cigarettes allumées sur sa peau. F. Aliev a également assisté à la fusillade de prisonniers de guerre azerbaïdjanaïes. Il a confirmé que les Arméniens détenaient des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants qui étaient soumis à des travaux forcés excessifs, à des tortures et à des mauvais traitements.

Amid Akhmedov (né en 1973), soldat de l'armée nationale résidant à Achigly, village situé dans le district de Beïlagan, a été fait prisonnier le 23 septembre 1993. Après sa libération, il a déclaré avoir été quotidiennement victime de violences physiques et de tortures. Il a également témoigné qu'un habitant du district de Fisouli nommé Vagif avait été battu à mort sous ses yeux et qu'un habitant du district d'Imichlin, Valekh Aliev, n'ayant pas pu supporter les humiliations subies, s'était fait sauter avec une grenade.

Anar Mamedov (né en 1973), soldat de l'armée nationale résidant dans le district de Beïlagan, a été fait prisonnier le 23 septembre 1993 avec 10 autres membres des forces armées. Après sa libération, il a déclaré avoir été battu quatre ou cinq fois par jour par des soldats arméniens au cours de sa détention. Il confirme par ailleurs le décès susmentionné de l'habitant du district de Fisouli (Vagif) à la suite des coups reçus et le suicide de Valekh Aliev, originaire du district d'Imichlin, et ajoute que cinq personnes âgées sont mortes après avoir été frappées.

Alin Yakhyaev (né en 1968), soldat de l'armée nationale, résidant dans le district d'Oudjar, a déclaré après sa libération que lui-même et trois autres militaires avaient été faits prisonniers le 25 avril 1994 dans le district d'Agdam et qu'ils avaient dû subir quotidiennement des interrogatoires et des violences physiques. D'après son témoignage, de nombreux prisonniers qui n'ont pas pu supporter les humiliations ont mis fin à leurs jours. Il confirme également la présence de milliers d'otages azerbaïdjanais dans les geôles arméniennes.

Magomed Dachdamirov, habitant du district de Tovouz, signale que son fils Novrouz Dachdamirov (né en 1975), engagé dans l'armée nationale, a été fait prisonnier en août 1993, lorsque les forces armées de la République d'Arménie occupaient le district azerbaïdjanais de Fisouli, et qu'il a été brutalement frappé et torturé pendant sa captivité. Bien qu'il ait réussi à s'échapper, il était tombé malade à la suite des vexations subies et se trouvait en ce moment dans un état critique.

Rasat Akhmedov a été fait prisonnier par les forces armées de la République d'Arménie, le 7 mars 1994, au cours des combats qui ont eu lieu près du village de Seïd-Akhmedli. Lui et ses compagnons de captivité ont été battus à coups de pelles et de matraques. Il rapporte que le prisonnier de guerre Seïnal Makhmoudov est mort le 15 septembre 1994 après avoir été brutalement frappé. R. Akhmedov a lui-même été libéré le 16 octobre 1994 grâce à l'intervention d'un représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

K. Gadjiev, habitant du district de Tovouz, indique que son fils, Elfag Gadjiev, engagé dans l'armée nationale, a été fait prisonnier le 12 juin 1993 au cours des combats menés contre les forces armées de la République d'Arménie qui lançaient une offensive dans le district azerbaïdjanais d'Agdam. Au cours de sa détention dans une prison arménienne, il a été considérablement affaibli par les traitements inhumains, les tortures et les vexations dont il a été l'objet. Après sa libération obtenue par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, son état de santé s'est aujourd'hui fortement détérioré. Il confirme également que des centaines de femmes, de personnes âgées et d'enfants

azerbaïdjanais sont retenus comme otages dans des conditions insupportables dans la prison de Choucha, ville azerbaïdjanaise occupée par les forces armées de la République d'Arménie.

#### DÉTENTION D'OTAGES ET DE PRISONNIERS DE GUERRE AZERBAÏDJANAIS EN TERRITOIRE ARMÉNIEN

Les autorités arméniennes ont recours à toutes sortes de subterfuges pour cacher à la communauté internationale leurs intentions agressives vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, en arguant de la lutte des Arméniens du Haut-Karabakh pour masquer leurs revendications territoriales à l'égard d'un État indépendant. Pourtant, la détention d'un grand nombre de prisonniers de guerre et d'otages azerbaïdjanais, les assassinats et les sévices dont ils sont victimes en territoire arménien témoignent du contraire.

D'après les données de la Commission azerbaïdjanaise pour les prisonniers de guerre, les otages et les personnes disparues, ainsi que d'après les témoignages d'anciens prisonniers revenus d'Arménie, des prisonniers de guerre et otages azerbaïdjanais sont détenus sur le territoire de la République d'Arménie : à Erevan (poste de police militaire No 10724, la prison de femmes, hôpital du quartier d'Erebouni et une usine de produits chimiques); à Sovetachen (dans une base militaire); à Djmiadzin; à Goris (prison et hôpital); à Spitak (prison No 8, service des affaires intérieures du district, chez un particulier nommé Dadamyán, résidant dans le bloc d'habitations No 306, appartement No 19 et cimenterie); à Noembryan; à Meghri; à Leninakan; à Nairi; à Kirovakan; à Ghapan; à Sisian (à la direction de la police militaire); à Masis; à Vardenis (dans le village de Zod et au poste de police); à Ararat; à Abovyan (dans le bourg de Biretchakhan); dans le district de Sevan et dans d'autres districts de l'Arménie.

#### Sévices et tortures infligés aux civils détenus en territoire arménien

On dispose d'une grande quantité d'informations sur les traitements inhumains et les sévices infligés à d'innocentes victimes de la guerre parmi la population civile, qui témoignent du mépris flagrant de l'Arménie pour les normes du droit international humanitaire. Ces sévices, ces assassinats, ces tortures, ces châtements corporels, ces mutilations, ces expériences médicales et scientifiques nullement justifiées par un traitement médical et les autres actes de brutalité infligés aux prisonniers azerbaïdjanais par les représentants des autorités arméniennes tant civiles que militaires vont à l'encontre des prescriptions non seulement des conventions de Genève bien connues relatives à la protection des personnes civiles en temps de guerre, mais également de la morale humanitaire la plus élémentaire.

Kamil Veliev (né en 1936, habitant du village de Bakharly dans le district de Zanguelan), libéré le 14 novembre 1993 grâce à l'intervention du CICR avait été pris en otage en août 1993, lorsque les troupes arméniennes ont occupé le district azerbaïdjanais de Zanguelan, et il a été détenu en territoire arménien où il a été soumis à des tortures systématiques causant des troubles auditifs graves.

Farkhad Youssifov (né en 1930, habitant du village de Garakichilyar dans le district azerbaïdjanais de Koubatly) a été pris en otage lorsque les forces armées de la République d'Arménie ont occupé ce district. Diabétique depuis 1973 et privé du minimum de soins nécessaires, il a été détenu dans la prison de Goris (Arménie), puis dans celle de Ghapan (Arménie). Il a été libéré le 14 novembre 1993 grâce aux efforts du CICR et rapatrié de Erevan en Azerbaïdjan.

Parmi les civils pris en otage lorsque les forces armées arméniennes ont occupé le district azerbaïdjanais de Koubatly en août 1993 et rapatriés de Erevan en Azerbaïdjan avec l'aide du Comité international de la Croix-Rouge le 14 novembre 1993, figurait également Islam Gadjiev (âgé de 60 ans) qui, d'après les témoignages de Youssifov pris en otage en même temps, a été impitoyablement torturé par les Arméniens. Ils l'ont contraint à nettoyer le plancher avec sa langue et à rester au garde-à-vous pendant des heures et ils lui ont cogné la tête contre les murs, ce qui l'a rendu fou. Malgré ses cheveux blancs, il a été jeté à terre et frappé au ventre à coups de pied jusqu'à en perdre connaissance, ce qui lui a causé des troubles rénaux.

Khamza Gouliev, (né en 1913, habitant du village de Milanly du district de Koubatly) a été pris en otage le 30 août 1993 lorsque les forces armées de la République d'Arménie ont occupé le district de Koubatly et il a été libéré le 18 octobre 1993. D'abord détenu en territoire azerbaïdjanais occupé, il a ensuite été transféré en Arménie à Ghapan. Son témoignage fait état de traitements inhumains et dégradants et de tortures à l'encontre des otages ainsi que de sévices sexuels à l'égard des femmes.

Des souffrances indescriptibles ont été infligées à Nazaket Mamedova, âgée de 15 ans et habitante de la ville azerbaïdjanaise de Choucha, prise en otage en même temps que son père le 8 mai 1993, lorsque les troupes arméniennes ont occupé la ville, et détenue au début dans la ville de Khankendi puis en Arménie. Pendant de longues heures, cette enfant a vu la dignité et l'honneur de son père bafoués de diverses manières. Le père a été roué de coups et brimé; on lui a coupé une oreille et on l'a brûlé au fer rouge, le condamnant à l'invalidité pour le restant de ses jours. Sur quoi le père a été libéré, mais la fillette a été gardée en otage jusqu'au 4 avril 1993 et, pendant ce temps, sa mère, succombant à des menaces et à un chantage incessants, sombra dans la folie; la fillette a enfin été rendue à sa famille contre une rançon de 4 millions de roubles.

Actes illégaux commis à l'encontre des prisonniers de guerre  
en territoire arménien

Tout comme les otages, les prisonniers de guerre rentrent dans la catégorie des personnes placées sous la protection du droit international humanitaire, en vertu duquel ils ne doivent pas faire l'objet de représailles et leur sécurité doit être garantie, et bien entendu toutes les formes de violence sont interdites. La manière dont la République d'Arménie observe ces prescriptions est illustrée par les nombreux cas flagrants de traitements inhumains infligés aux prisonniers de guerre azerbaïdjanaïses avec une cruauté inimaginables. Rares sont ceux qui survivent et, s'ils reviennent, ils demeurent invalides à vie.



L'un des quelques prisonniers de guerre qui ont survécu et sont revenus dans leur patrie est Maïl Mamedov (né en 1971, originaire du village de Khaligly du district azerbaïdjanais de Geoktchaï), soldat de l'armée nationale de la République azerbaïdjanaise. Il a été fait prisonnier le 4 octobre 1992 près de Khankendi et il a été détenu d'abord dans le Haut-Karabakh, puis transféré en Arménie. Si l'on regarde brièvement son dossier médical, on constate qu'il a subi des traitements dégradants et il a été frappé à coups de marteau et de mitraillette, ce qui a entraîné des fractures au pied gauche et à l'épaule et l'avant-bras gauches. Le 7 octobre 1992, on lui a marqué la poitrine d'une croix au fer rouge. En février 1993, on lui a injecté de force par voie intraveineuse un liquide qui a provoqué chez lui une réaction d'allergie. Il a été libéré le 9 mai 1993 en échange d'un prisonnier arménien.

Ayaz Gousseïnov (né en 1973, habitant du quartier de Sourakhany à Bakou, soldat de l'armée nationale), fait prisonnier le 1er avril 1993 dans le district de Kelbadjar (Azerbaïdjan), d'abord détenu au Karabakh, puis dans un camp situé près de Kirovakan (Arménie), a également subi des tortures. Il a été racheté par ses parents le 3 septembre 1993 contre une rançon de 7 millions de roubles.

La plupart des prisonniers de guerre azerbaïdjanais meurent de mort violente ou à cause des conditions de détention délibérément rendues insupportables.

Makhyaddinov Magheran (né en 1972, habitant de la ville de Gakh en Azerbaïdjan jusqu'à son enrôlement dans l'armée nationale), fait prisonnier dans le district de Zanguelan (Azerbaïdjan) et détenu sur le territoire de l'Arménie où il était quotidiennement roué de coups par le sous-directeur des services de police de la ville de Ghapan, le lieutenant-colonel Gazmanov, en a perdu la raison et est mort de multiples hémorragies internes.

Baïram Aliev (né en 1973, soldat de l'armée nationale, résident du district d'Evlakh), libéré en octobre 1993, a expliqué qu'après avoir été capturé en décembre 1992, lorsque les forces armées de la République d'Arménie ont occupé le district azerbaïdjanais de Zanguelan, il avait d'abord été détenu avec des camarades au poste de police de Ghapan (Arménie) puis transféré dans la capitale de l'Arménie. Il confirme les tortures et traitements dégradants infligés aux prisonniers de guerre azerbaïdjanais contraints de manger de la terre et roués de coups; les geôliers avivaient leurs plaies avec des cigarettes allumées, les humiliaient dans leur dignité. Les blessés ne recevaient pas les soins médicaux nécessaires et beaucoup mouraient, ne résistant pas à ces traitements. D'après le témoignage de B. Aliev, Magheram Makhyatdinov a été battu à mort pour s'être plaint aux représentants du Comité international de la Croix-Rouge des conditions de détention insupportables et des traitements inhumains infligés aux prisonniers de guerre. B. Aliev confirme également que des centaines de citoyens azerbaïdjanais sont détenus en otage en territoire arménien et soumis à des traitements inhumains et dégradants.

Encore un autre décès à signaler en Arménie : Ilgar Gamzaev (né en 1973, soldat de l'armée nationale) détenu chez des particuliers, la famille Balassanyan, qui a voulu l'échanger contre R. Balassanyan disparu lors de combats en territoire azerbaïdjanais.

Ilkham Nassirov (né en 1973, résidant à Bakou avant de s'enrôler dans l'armée nationale), blessé trois fois, a été capturé, détenu d'abord à Khankendi, et transféré ensuite à Erevan où il a été détenu au domicile des Arakelyan qui souhaitaient l'échanger contre leur fils Chahen, disparu au combat en territoire azerbaïdjanais. D'après le témoignage d'un prisonnier libéré, F. Youssifov, devenu dystrophique du fait de son "hôte", Nassirov a été admis à l'hôpital No 10 du Ministère de la sécurité nationale de la République d'Arménie. D'après la lettre No 06/134 du 24 novembre 1993 du directeur de l'hôpital, S. Arakelyan, reçue par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, Nassirov est décédé le 23 novembre 1993 à l'hôpital de la garnison (bordereau 88865) d'Erevan, le certificat de décès faisant état de dystrophie alimentaire et de cachexie aiguë.

En août 1993, des policiers arméniens en voiture de tourisme ont enlevé Zakir ogly Vekil et l'ont abandonné aux abords du village de Kirovka du district de Marneouli (Géorgie). Il est mort peu après sans avoir repris connaissance à l'hôpital de la ville de Gazakh en Azerbaïdjan. Lors de l'enquête, il s'est avéré que la cause de la mort était la faim et les traumatismes subis. Les médecins ont découvert que son corps était couvert de brûlures de cigarettes et d'ecchymoses, qu'on lui avait arraché les ongles de la main droite et du pied gauche et que ses organes internes avaient été endommagés.

En mai 1994, dans la cellule de la section d'interrogatoire de la Direction générale de la sécurité nationale de l'Arménie (ex-KGB), un prisonnier de guerre du nom de Tofik (originaire du district de Lerik) est mort sous la torture, et un certain Rassim Mamedov a été battu au point qu'il en a perdu la raison. Famil Rzakhapov, détenu à la direction de la police militaire arménienne, a été libéré dans un état extrêmement grave.

Le 16 février 1994, le service de presse du Ministère des affaires étrangères de la République d'Arménie a annoncé que des prisonniers de guerre azerbaïdjanais avaient été fusillés, précisant qu'ils avaient été tués lors d'une tentative d'évasion. Grâce à l'intervention du CICR, on a pu rapatrier d'Arménie en Azerbaïdjan, le 23 mars 1994, les corps de 10 prisonniers azerbaïdjanais, dont deux étaient morts respectivement le 28 juin 1993 et le 23 novembre 1993 et huit tués le 29 janvier 1994. Les conclusions de l'expertise médico-légale effectuée par une commission du Ministère de la santé de l'Azerbaïdjan rattachée à l'association scientifique d'expertise médico-légale et d'anatomie pathologique, a totalement infirmé la déclaration du Ministère arménien des affaires étrangères selon laquelle les prisonniers de guerre azerbaïdjanais avaient été exécutés lors d'une tentative d'évasion et confirmé que R. R. Agaev, E. G. Akhmedov, E. Ch. Mamedov, F. K. Kouliev et E. M. Akhmedov avaient subi des tortures et des sévices barbares puis été tués d'un coup de pistolet à la tempe. B. A. Ghiyassov avait été tué de face à bout portant, R. R. Agaev, E. Ch. Mamedov et E. M. Akhmedov avaient eu les oreilles coupées. En outre, R. R. Agaev n'avait plus ni coeur, ni foie, ni rate, ce qui prouve que ses organes avaient servi à des transplantations. L'autopsie du cadavre de I. S. Nassirov a révélé des traces évidentes de cachexie attestant une longue sous-alimentation. Le corps de F. Gousseïnov portait de très nombreuses marques de torture.

Les conclusions de l'expertise médico-légale azerbaïdjanaise ont été confirmées le 13 avril 1994 par les résultats d'une deuxième autopsie effectuée par le professeur écossais Derek Pounder, éminent savant, membre de l'American Medical Association, du Conseil d'administration de l'Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale et de l'organisation britannique "Physicians for human rights".

Parfois, pour donner une apparence de légalité aux sévices qu'elles infligent aux prisonniers de guerre azerbaïdjanais, les autorités arméniennes mettent en scène des procès cachant mal l'absurdité de la situation derrière un rideau de propagande. En effet, les prévenus qui, en violation des normes du droit international, ne bénéficient pas des services d'un avocat qualifié, sont au fond accusés d'avoir honnêtement accompli leur devoir qui est de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de leur État. Ainsi, lors de l'une de ces parodies de procès, qui s'est tenue à Erevan, deux prisonniers de guerre azerbaïdjanais ont été condamnés à mort, trois à 15 ans de réclusion et trois autres encore à 12 ans de réclusion. C'est ainsi que les mécanismes ouvertement militarisés de l'État arménien empruntent le bras des "serviteurs de Thémis" pour régler le sort des victimes de la guerre.

-----